

Nettoyage des locaux de Grand Aménagement (Paris et Evry) et de l'EPA ORSA (Choisy-le-Roi)

Règlement de la consultation (RC)

Consultation n°

GPA ORSA NETTOYAGE

Date limite de remise des plis

02/03/2026 à 12:00

1. OBJET DU CONTRAT

■ Acheteur :

Grand Paris Aménagement

11 rue de Cambrai- CS 10052

75945 Paris Cedex 19

Téléphone : 01 40 04 66 00

Courriel : serviceachats@grandparisamenagement.fr

Site internet : <https://www.grandparisamenagement.fr/>

L'acheteur agit pour le compte du **groupement de commandes** constitué selon les règles définies aux articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du code de la commande publique entre les organismes suivants :

- **Grand Paris Aménagement, coordonnateur du groupement**
- **L'EPA ORSA**

Le coordonnateur est chargé de procéder à l'organisation de la procédure de passation.

Le coordonnateur a également pour mission de signer, notifier et assurer la bonne exécution de l'accord-cadre, pour le compte de l'ensemble des membres du groupement.











Chaque membre du groupement est chargé de l'émission, de la signature, du paiement et de la bonne exécution des bons de commande le concernant.

■ Description de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : **Nettoyage des locaux de Grand Aménagement (Paris et Evry) et de l'EPA ORSA (Choisy-le-Roi)**

Le marché est réservé aux opérateurs économiques qui emploient des travailleurs handicapés ou défavorisés en application des articles L. 2113-12 et L. 2113-13 du code de la commande publique.

■ Caractéristiques principales du contrat :

	Objet du contrat	Nettoyage des locaux de Grand Aménagement (Paris, Neuilly-sur-Marne et Evry) et de l'EPA ORSA (Choisy-le-Roi)
	Acheteur	Grand Paris Aménagement
	Type de contrat	Marché mixte comportant une partie forfaitaire et une partie accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum mono-attributaire de services
	Structure	Lot unique
	Lieu d'exécution	4 SITES : Paris - Choisy - Evry
	Durée	2 ans - 2 reconductions pour 1 an - Marché sans mise en concurrence ultérieure avec le même titulaire possible
	Développement durable	Clause environnementale
	Pénalités de retard	$P = V \times R / 1000$
	Variation des prix	Prix révisibles
	Nature des prix	Prix unitaires et forfaitaires

■ Allotissement :

La consultation n'est pas décomposée en lots l'objet du contrat ne permettant pas d'identifier des prestations distinctes.

2. CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCEDURE

■ Procédure de passation :

Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique).

■ Modalités de retrait du dossier de consultation :

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil d'acheteur.

■ Dossier de consultation

Le dossier de consultation contient les documents suivants :

- RC règlement de la consultation
- Acte d'engagement
- BPU/DQE
- DPFG
- CCAP
- CCTP et ses annexes :
 1. Annexe 1 – détail des prestations par site et fréquence minimale
 2. Annexe 2 – plan des locaux
 3. Annexe 3 – Modalités du tri sur nos différents sites
 4. Annexe 4 – Reprise de personnel

- Cadre de réponse

L'acheteur se réserve le droit d'envoyer au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

■ Réponse et groupement :

Aucune forme particulière de groupement n'est imposée après attribution.

Conformément aux articles L1220-1 à L1220-3 du Code de la Commande publique et à l'arrêt du Conseil d'État n°436532 du 08/10/2020, si l'étude des offres démontre que plusieurs personnes morales différentes, qui constituent en principe des opérateurs économiques distincts, n'ont pas d'autonomie commerciale, résultant notamment des liens étroits entre leurs actionnaires ou leurs dirigeants, qui peut se manifester par l'absence totale ou partielle de moyens distincts ou la similarité de leurs offres pour un même lot, alors ces personnes morales seront regardées comme un seul et même soumissionnaire et seule sera retenue la dernière réponse déposée (article R2151-6 du Code de la commande publique).

Conformément à l'article R2142-4 du Code de la commande publique, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché à peine d'irrégularité. Tous les groupements constitués des mêmes opérateurs économiques permutant leur responsabilité seront considérés comme un seul et même soumissionnaire.

■ Délai de validité des offres :

Le délai de validité des offres est de 120 Jour(s) à compter de la date limite de réception des offres.

■ Visite obligatoire des lieux d'exécution :

Les candidats devront effectuer une visite obligatoire des lieux d'exécution.

Cette visite des lieux d'exécution aura lieu, au choix du candidat – en prenant rdv par mail à moyens-generaux@grandparisamenagement.fr

1. Lundi 9/02 ou lundi 16/02 pour le siège
2. Mardi 10/02 pour Choisy/Evry
3. Jeudi 12/02 pour Choisy/Evry

Au cours de la visite, les candidats devront vérifier que tous les moyens techniques nécessaires à l'exécution des prestations existent et prendre en compte l'ensemble des spécificités de chaque site et zone à nettoyer (revêtements, accessibilité, difficultés liées à certaines zones, etc...).

Le certificat de visite sera signé à l'issue de la visite. Il sera à joindre dans l'offre.

NOTA : L'absence à la visite obligatoire entraînera nécessairement le rejet de l'offre pour irrégularité.

3. PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

■ Variantes :

Les **variantes à l'initiative des candidats** ne sont pas autorisées.

■ Modalités de remise des offres :

Les offres doivent être déposées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, de **manière électronique** sur le profil d'acheteur : www.achatpublic.com.

Les copies de sauvegarde et les éléments de la proposition qui ne peuvent être transmis par voie électronique doivent être adressés à :

Grand Paris Aménagement
Département achats et marchés
11 rue de Cambrai- CS 10052
75945 Paris Cedex 19

Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

Les propositions n'ont pas à être remises signées par les candidats. Le contrat sera signé par le seul attributaire de manière électronique.

Le candidat doit disposer d'un certificat valide et conforme aux exigences du règlement de l'Union européenne « eIDAS » du 23 juillet 2014 (n°910/2014/UE), délivré par l'un des organismes agréés par l'Agence nationale pour la sécurité des systèmes d'information (ANSSI). A défaut de certificat, les candidats sont invités à se rapprocher d'un organisme agréé avant de procéder à la commande. Le délai de commande d'un certificat pouvant prendre entre 8 et 15 jours, il est fortement recommandé d'anticiper cette opération. Le certificat doit être détenu par une personne ayant la capacité d'engager le candidat dans le cadre de la présente consultation. Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le candidat est informé qu'il peut utiliser l'outil de signature électronique de son choix, comme celui mis à disposition par le profil d'acheteur, et signer les documents au format PAdES exclusivement.

■ Contenu des plis :

A l'appui de leur candidature, les candidats doivent fournir les documents suivants :

Document	Descriptif
Chiffre d'affaires	Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles
Déclaration du candidat (DC2)	Déclaration individuelle du candidat ou du membre du groupement (DC2 disponible sur

Document	Descriptif
	le site du ministère de l'Economie et des Finances)
Lettre de candidature (DC1)	Lettre de candidature Habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1 disponible sur le site du ministère de l'Economie et des Finances)
Références fournitures et services	Liste des principales fournitures ou des principaux services effectués (3 dernières années) indiquant le montant, la date et le destinataire, prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique

Le candidat peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ainsi que des capacités techniques et professionnelles.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

En outre, pour chaque sous-traitant mentionné dans l'offre, le candidat devra joindre :

- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

L'offre des candidats est composée des documents suivants :

- 1. L'acte d'engagement du candidat** dûment complété, daté et signé par le représentant qualifié de ce dernier, ou toute personne ayant le pouvoir de représenter le candidat.
- 2. La décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.),** complétée, datée et signée par le représentant qualifié de ce dernier, ou toute personne ayant le pouvoir de représenter le candidat ET sous format .xls(x).
- 3. Le bordereau des prix unitaires (B.P.U.),** dûment complété, daté et signé par le représentant qualifié de ce dernier, ou toute personne ayant le pouvoir de représenter le candidat ET sous format .xls(x).
- 4. Le détail quantitatif estimatif (DQE),** dûment complété, daté et signé par le représentant qualifié de ce dernier, ou toute personne ayant le pouvoir de représenter le candidat ET sous format .xls(x).

Nota : Toutes les lignes du B.P.U. devront être complétées. A défaut, l'offre sera déclarée irrégulière au sens de l'article L.2152-2 du Code de la commande publique.

5. Une proposition technique comportant au minimum :

- **Le cadre mémoire technique** joint au dossier de consultation ;

Nota : Seuls les éléments techniques indiqués par les candidats dans le cadre de mémoire technique fourni par la Ville seront analysés. Les reports vers d'autres pièces ne seront pas pris en compte.

- Les fiches techniques des produits utilisés ;
- Un planning prévisionnel hebdomadaire et un planning annuel adaptés pour chaque site.

6. Le certificat de visite.

■ Remise des offres électroniques :

Les candidats doivent satisfaire aux prérequis techniques décrits par le profil d'acheteur. Les conditions d'utilisation de la plateforme telles que les formats de documents acceptés, l'organisation, le nommage et la taille totale des plis acceptés, les fonctions d'horodatage, le contrôle des logiciels malveillants peuvent être consultées sur le profil d'acheteur.

La transmission des plis avant les date et heure limites de la consultation est effectuée sous la seule responsabilité des candidats. Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux.

Tous les plis sont horodatés et font l'objet après dépôt d'un accusé de bonne réception délivré par le profil acheteur. Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Les candidats peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leur pli électronique. Elle peut être envoyée sur support physique électronique, ou support papier, qui doit être placée dans un pli scellé, comporter sur l'enveloppe le numéro de la consultation et le nom du candidat. Ce pli est adressé en recommandé avec avis de réception ou remis en main propre contre récépissé à l'adresse indiquée ci-avant.

Durant toute la procédure, tous les échanges avec l'acheteur se font de manière électronique via le profil d'acheteur. Les candidats sont invités à alerter l'acheteur sur d'éventuelles erreurs matérielles ou contrariétés d'informations contenues dans les documents de la consultation afin de lever toute ambiguïté en adressant un message sur le profil d'acheteur. En cas de problème rencontré sur la plateforme, les candidats sont invités à contacter le support technique mis en place sur le profil d'acheteur.

La notification des échanges électroniques se faisant au moyen de la messagerie électronique, les candidats sont appelés à une vigilance particulière. Le candidat détenant un compte est responsable du paramétrage et de la surveillance de la messagerie (adresse courriel durable, redirection automatique, utilisation d'antispam) et doit s'assurer que les messages envoyés par le profil d'acheteur ne seront pas traités comme des courriels indésirables.

5. JUGEMENTS DES OFFRES ET ATTRIBUTION

■ Critères de jugement des offres :

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants :

- **Prix (50%)**

Le critère prix est scindé en deux : 40% pour la DPGF et 10% pour le DQE.

Chaque sous critère de la manière suivante :

Partie DPGF :

Le candidat proposant le prix le moins élevé = 40 points

Attribution de la note découlant de la formule ci-dessous pour les autres candidats :

$$\frac{\text{Prix de l'offre la moins élevée}}{\text{Prix de l'offre examinée}} \times 40$$

Partie DQE :

Le candidat proposant le prix le moins élevé = 10 points

Attribution de la note découlant de la formule ci-dessous pour les autres candidats :

$$\frac{\text{Prix de l'offre la moins élevée}}{\text{Prix de l'offre examinée}} \times 10$$

- **Valeur technique (50%)**
 - **Organisation et méthodologie (20%)** : organisation globale, de l'encadrement et de la continuité de service, planning détaillé par site, adéquation moyens humains/surfaces/missions, cohérence entre le temps passé et la surface, gestion de l'absentéisme, modalité de la prise en compte du télétravail, de la faible occupation des vendredis et de l'intervention en site occupé. Méthodologie de démarrage du marché.
 - **Qualité des prestations, contrôle et moyens matériels (15%)** : qualité du matériel mis à disposition, dispositif de contrôle et de suivi de la qualité, fréquence des passages du responsable d'équipe et contrôle de la qualité, outils de suivi des consommables et des prestations, gestion des non-conformités et réactivité.
 - **Moyens humains dédiés à l'exécution des prestations et formation (10%)** : organisation de l'entreprise et de l'équipe dédiée, encadrement et interlocuteur dédié, modalités d'encadrement de proximité, de formation des agents notamment sur les techniques de désinfection, d'utilisation des machines et de prévention des risques professionnels.
 - **Performance environnementale et RSE (5%)** : produits proposés, matériels utilisés, gestion des déchets et démarche d'insertion sociale et d'accompagnement des travailleurs en situation de handicap

Modalités de calcul des notes :

Les critères sont notés **sur 5**, la note pondérée est obtenue par multiplication du pourcentage de pondération.
La note totale est notée sur 5.

Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :

Offre hors délai	Lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limite fixées dans la consultation.
Offre anormalement basse	Le prix est manifestement sous-évalué, de nature à compromettre la bonne exécution du contrat, et le fournisseur n'apporte pas de justification du prix après demande de l'acheteur, notamment au regard du mode de fabrication, de la solution technique, de l'originalité, de la réglementation applicable ou d'une aide d'Etat.
Offre inappropriée	L'offre est sans rapport avec les besoins ou exigences exprimés par l'acheteur.
Offre irrégulière	L'offre ne respecte pas les exigences formulées pour la consultation, est incomplète ou méconnaît la législation applicable en matière sociale ou environnementale, malgré une éventuelle demande de régularisation par l'acheteur.
Offre inacceptable	Le prix excède les crédits budgétaires alloués par l'acheteur au contrat.

■ **Justificatifs à fournir par l'attributaire :**

Avant notification du contrat, l'attributaire doit fournir dans un délai court, fixé par le courrier de l'offre retenue, les documents suivants :

Document	Descriptif
Certificat de régularité fiscale	Attestation délivrée par la DGFIP certifiant de la régularité de la situation de l'attributaire au regard de ses obligations fiscales
Certificat de régularité sociale	Attestation délivrée par l'URSSAF ou par d'autres organismes sociaux selon l'entreprise

6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats font parvenir au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres leurs questions par voie électronique sur le profil acheteur www.achatpublic.com. La réponse est adressée au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres à tous les candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sous réserve d'avoir indiqué un courriel valide.

■ Voies et délais de recours

Les recours ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours doivent être adressés à :

Tribunal Administratif de Paris
7 rue de Jouy
75181 Paris Cedex 04
Téléphone : 01 44 59 44 00
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr
Télécopie : 01 44 59 46 46
Site internet : paris.tribunal-administratif.fr

Utilisation des données à caractère personnel fournies dans le cadre de la présente consultation :

L'acheteur s'engage à garantir la confidentialité des informations communiquées par les opérateurs économiques notamment en matière industrielle et commerciale. Conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel du 27 avril 2016, les opérateurs économiques sont avisés que les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les informations collectées dans le cadre de la présente consultation sont exploitées uniquement à des fins de vérification de conformité, d'analyse des candidatures et des offres présentées, de suivi et de traçabilité de la procédure.

Communication aux tiers : Les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les documents fournis dans le cadre de la présente consultation ne seront jamais communiquées à des tiers non-habilités et hors des objectifs précédemment rappelés.

Droits d'accès, de rectification, de suppression : Conformément au règlement (UE) 2016/679, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. L'exercice de ces droits ne peut être effectué en premier lieu qu'auprès du service acheteur visé au présent règlement de consultation, le cas échéant l'acheteur mandataire du groupement, puis, si nécessaire, auprès du délégué de la protection des données désigné comme tel par l'acheteur : délégué auprès de la DTSI ou enfin, directement auprès de la CNIL (www.cnil.fr).

Durée de conservation des données personnelles : Les données personnelles sont conservées au même titre et conditions d'archivage que celles prévues aux articles R2184-12 et R2184-13 du Code de la commande publique.



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)
[Formulaires candidats \(DAJ\)](#)
[Médiateur des entreprises](#)
[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)